



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2611
17 août 2018
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE **OUVRIÈRE**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

Guerres commerciales, protectionnisme...



Gênes

**Profits privés,
incurie publique**

page 12

Turquie

**Une crise payée
par la population**

page 6

Ryanair

**Grève
internationale**

page 10

Guerres commerciales, protectionnisme... le monde capitaliste s'enfonce dans la crise

En plein milieu du mois d'août, va-t-on connaître une nouvelle crise financière ? À la fin de la semaine dernière, les bourses mondiales ont connu un nouveau soubresaut provoqué par l'aggravation de la situation économique de la Turquie, qui a vu sa monnaie plonger de près de 20% en une seule journée.

À l'origine de cette crise, il y a l'épreuve de force engagée par Trump avec le président turc Erdogan. Avec la brutalité dont il est coutumier, Trump utilise les moyens de pression que lui donne la puissance de l'impérialisme américain. C'est l'annonce du doublement des taxes douanières sur l'aluminium et l'acier turcs qui a accéléré la débâcle de la monnaie turque.

Quelques jours avant, c'était l'entrée en vigueur des sanctions décidées par le même Trump contre l'Iran qui entraînait la chute de la monnaie iranienne, laissant prévoir là aussi une envolée de l'inflation, une aggravation de la crise économique, du chômage et des souffrances que va subir la population du pays.

Dans ces deux pays, les mesures protectionnistes ou de boycott économique se traduisent par une situation de plus en plus dramatique pour les peuples. Mais ils ne sont pas les seuls touchés. Du fait de la crise, les gouvernements américain mais aussi européens se livrent à une guerre économique dont les conséquences sont et seront de plus en plus payées par les populations de leur propre pays. La majoration des taxes douanières entraînera l'augmentation des prix pas seulement en Iran et en Turquie. Mais, pire encore, elle entraînera un rétrécissement des marchés et une aggravation de la crise.

C'est cette situation qui crée l'incertitude et provoque régulièrement l'affolement des marchés financiers. Cette dernière secousse est-elle une simple péripétie, comme les Bourses en connaissent régulièrement, ou est-elle annonciatrice d'un effondrement majeur ? Personne ne peut le dire, tant les capitalistes ont transformé l'économie mondiale en un véritable casino planétaire de la finance livré à la merci de spéculateurs imprévisibles.

À bout de souffle, le capitalisme est bien incapable de sortir de la crise. Il engendre des inégalités de plus

en plus monstrueuses. Il maintient des régions entières dans le sous-développement. D'autres sont transformées en véritables champs de ruines par les guerres menées pour les intérêts des capitalistes des grandes puissances. Des populations entières sont contraintes de prendre le chemin de l'exil pour assurer leur survie.

Ici, en France, les travailleurs ont vu leurs conditions d'existence s'aggraver au fil des attaques menées contre l'emploi, les salaires, la protection sociale par le patronat et par tous les gouvernements à son service, quelle que soit leur couleur politique. Des millions de femmes et d'hommes sont condamnés à survivre dans des situations de plus en plus précaires. L'exploitation renforcée et l'appauvrissement des classes populaires permettent à une minorité de grands bourgeois, détenteurs des capitaux et des entreprises, de s'enrichir d'une façon insolente. L'homme le plus riche de France, Bernard Arnault, a vu sa fortune augmenter en une année de 1300 euros toutes les deux secondes, une somme que bien des travailleurs ne gagnent pas en un mois ! « *Les profits aujourd'hui, et après moi le déluge !* », telle est la morale de cette minorité de privilégiés.

Tant que le grand capital contrôlera l'économie, les attaques antiouvrières se poursuivront : le patronat sera à l'offensive dans les entreprises, pour augmenter la charge de travail et supprimer des emplois ; le gouvernement, quel qu'il soit, s'inclinera devant les exigences des capitalistes et des puissances d'argent. Ceux qui prétendent que le sort des travailleurs pourrait s'améliorer dans le cadre du capitalisme mentent et propagent des illusions néfastes.

Pour défendre le droit élémentaire à un emploi et à un salaire permettant de vivre, pour ne pas être menacés de connaître la situation qui est celle aujourd'hui des masses populaires de Turquie plongées dans la tourmente de l'aggravation de la crise, les travailleurs ne pourront compter que sur leurs luttes collectives et déterminées, en étant prêts à aller jusqu'au bout, jusqu'à exproprier la classe capitaliste pour l'empêcher de conduire l'ensemble de la société à la catastrophe.

Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ	
Plan antipauvreté : rien à en attendre	3
Kohler : le sens de la famille	3
Arrêts maladie : un indice de l'exploitation	3
Migrants : une loi scélérate	4
La solidarité en butte au harcèlement	4
Soutien à une famille expulsée	4

Saisonniers : recherche vendangeurs	4
Monsanto : l'empoisonneur a les moyens... de ne pas payer	5
Pesticides : ça reste en plan	5

Guerre au plastique : paix aux pollueurs	5
DANS LE MONDE	
Italie : une catastrophe et un avertissement	12
Aquarius : l'odieux marchandage des gouvernements européens	12
Turquie : la déroute de la livre, payée par la population	6
Tunisie : femmes en lutte pour l'égalité	6

Argentine : le Sénat et l'Église contre les femmes	7
Gaza : sous les bombes israéliennes	7
Israël : manifestations contre la loi d'apartheid	7
ENTREPRISES	
McDonald's - Marseille	9
Hôpital de la Timone - Marseille	9
SNCF : Lyon, Normandie	9
Ryanair	10

Air France-KLM	10
Port de Mayotte	10
OpenHydro - Cherbourg	11
Taxis G7	11
LUTTE OUVRIÈRE À VOTRE RENCONTRE	
Les étapes	12



Plan antipauvreté : rien à en attendre

Interrogée par le *Journal du Dimanche*, la ministre de la Santé Agnès Buzyn a confirmé que le plan antipauvreté serait dévoilé en septembre. Ce plan, évoqué par Macron dès sa campagne électorale, était initialement prévu pour avril.

Reporté une première fois, son annonce a encore été ajournée en juillet pour cause de Mondial de football. Les mesures d'allègement des impôts des ultrariches ont été prises par Macron sitôt élu. Celles qui concerneront la pauvreté, quelle que soit leur nature, sont manifestement moins urgentes.

Il faut dire que l'équation proposée à la ministre de la Santé et à celui des Finances est ardue. Il faudrait, sans dépenser un sou de plus et probablement même en

dépensant moins, « diminuer les inégalités de destin ». C'est-à-dire, selon les mots de Buzyn, éviter que lorsqu'on « naît dans une famille pauvre, on le reste pendant des générations ».

C'est pourtant bien ce gouvernement, à la suite de tous les autres il est vrai, qui fabrique des pauvres à longueur de décret : en bloquant les salaires, en diminuant les allocations, en déremboursant les médicaments, en détruisant les services publics et, par-dessus tout, en aidant les patrons à

licencier, à précariser, à diminuer la masse salariale. C'est bien ce gouvernement qui offre des centaines de milliards d'argent public aux capitalistes et trouve qu'on consacre « un pognon de dingue » à aider les familles populaires. C'est bien ce gouvernement qui prévient d'avance que, quoique la pauvreté progresse, il n'y consacra pas un centime de plus et sans doute quelques millions en moins.

Alors, il n'y a pas besoin de sa publication, ou de son nouveau report, pour savoir ce que contient le plan antipauvreté : des mesures creuses, c'est certain, de nouvelles attaques contre les travailleurs, c'est probable.

Paul Galois

Kohler : le sens de la famille

Suite à de nouvelles révélations du site d'enquêtes Mediapart, l'association Anticor a déposé le 10 août une seconde plainte, pour prise illégale d'intérêt, contre Alexis Kohler, le secrétaire général de l'Élysée.

Kohler est cousin du PDG fondateur de MSC, deuxième armateur mondial de porte-conteneurs et quatrième pour les croisières de loisirs. Il a même été directeur financier de sa filiale MSC Croisières quelques mois avant l'élection de Macron. Or sa vie de haut fonctionnaire a souvent croisé celle de MSC.

De 2010 à 2012, il a été membre du conseil d'administration des chantiers navals STX de Saint-Nazaire et au conseil de surveillance de Grand port maritime du Havre, comme représentant de l'État.

L'État possède alors 33% des parts de STX, tandis que MSC en est, de très loin, le client principal. Entre 2012 et 2016, il est au cabinet du ministre de l'Économie Pierre Moscovici, puis à celui d'Emmanuel Macron. À cette époque, MSC connaît des difficultés pour financer une énorme commande aux Chantiers de l'Atlantique, et l'État lui accorde des avantages financiers.

MSC est aussi un client très important du port du Havre, où il dispose de deux terminaux

Les dernières révélations de Mediapart montrent que, contrairement à ce qu'il a assuré, Kohler a participé aux débats concernant MSC au conseil de surveillance du port du Havre et a voté au moins une décision

impliquant de l'argent public en sa faveur.

Kohler étant très proche de Macron de par ses fonctions, l'opposition ne manque pas de s'agiter, en prétendant défendre la république et la probité de l'État bafouées.

Bien hypocritement. La grande bourgeoisie

surveille comme le lait sur le feu les décisions gouvernementales la concernant. Les exemples abondent de politiciens et de hauts fonctionnaires faisant des allers et retours entre le privé et le public, jamais loin des intérêts de leurs mandants. La fonction de l'État est de servir le capital. Alors, pour les gens comme Kohler, le sens de l'État, appris à l'ENA ou ailleurs, et le sens de la famille, tété avec le biberon de sa nurse, ne font qu'un.

Pierre Lemaire



Les chantiers STX, il y a un an.

FRANCK DUBRAY / OUESTFRANCE

Arrêts maladie : un indice de l'exploitation

Cherchant à tailler dans le budget de la Sécurité sociale, le gouvernement a laissé entendre qu'il pourrait changer le système d'indemnisation des arrêts maladie des salariés.

Aujourd'hui, passé les trois jours de carence, la Sécurité sociale verse une indemnité journalière équivalant à la moitié du salaire de base. Pour les arrêts courts, le gouvernement envisagerait de laisser les quatre jours suivants à la charge des patrons. Les caisses publiques économiseraient ainsi 900 millions d'euros, disent les promoteurs de la mesure, et feraient face à l'augmentation des arrêts maladie.

Avec une belle unanimité, le patronat a aussitôt crié qu'on l'égorgeait, que les entreprises n'étaient pour rien dans les épidémies de grippe et que la gastro-entérite n'était pas liée à l'exploitation capitaliste. En protestant, le patronat se prépare simplement à négocier au mieux de ses intérêts un éventuel changement. En répondant qu'il s'agissait

d'une discussion ouverte, le Premier ministre l'assure d'avance de sa bonne volonté. La voie est donc tracée, le nombre de jours de carence, c'est-à-dire de jours sans salaire, va augmenter.

Sur le fond, l'augmentation du nombre des arrêts courts proviendrait d'une « hausse de la pénibilité psychologique », hypothèse avancée par la ministre de la Santé, qui y voit même une éventuelle responsabilité des entreprises. L'Assurance maladie décrit plus simplement une dégradation générale des conditions de travail et, particulièrement, un effet du recul de l'âge de départ en retraite. Les travailleurs les plus usés sont bien sûr ceux qui doivent souffler le plus souvent.

Les discussions filandreuses sur ce qui serait juste ou non en matière d'assurance maladie et d'équilibre du budget de la Sécurité sociale cachent à peine une réalité beaucoup plus crue : l'exploitation au travail et la lutte de classe.

P.G.

Baisse du chômage : la réalité derrière les chiffres

Dans son bilan rendu public le 10 août, l'Insee a annoncé une faible baisse du chômage, de 0,1%, au deuxième trimestre 2018.

Le gouvernement peine à tirer un bénéfice politique de ces chiffres, qui sont même en dessous des prévisions ministérielles.

D'ailleurs, c'est à dessein que le gouvernement

s'appuie sur les chiffres de l'Insee, qui voit 2,5 millions de personnes privées d'emploi là où Pôle emploi en recense 3,4 millions. Et le nombre de chômeurs, toutes catégories confondues, dépasse toujours les 6 millions en métropole.

Une autre étude de l'Insee, sur laquelle le gouvernement s'est fait beaucoup

plus discret, montre que la création nette d'emplois dans le secteur privé a ralenti, avec seulement 31 000 emplois créés au deuxième trimestre, démentant la ministre du Travail qui prétend que les entreprises recrutent massivement. Dans l'industrie, l'emploi continue même de reculer. Malgré

toutes les déclarations sur la guerre au chômage et les mesures censées « libérer le travail », toutes en faveur des seuls patrons, le nombre de travailleurs sans emploi ne diminue pas en réalité. Et, malgré tous les discours ministériels et les manipulations statistiques, cela se voit.

Alain Chevard

Migrants : une loi scélérate

La loi Asile et immigration, adoptée à l'Assemblée nationale mercredi 1^{er} août, entérine la politique répressive du gouvernement en matière d'immigration en restreignant encore davantage le droit d'asile.

Si certaines dispositions plus restrictives n'ont pas été adoptées, contre l'avis du gouvernement, comme celle de réduire le délai d'appel de trente à quinze jours, d'autres dispositions aggravent la situation des demandeurs d'asile : le délai pour déposer une demande de droit d'asile est raccourci, alors que nombre de migrants ne savent pas comment entamer une démarche administrative, et la durée de rétention est portée à 90 jours contre 45 aujourd'hui, pour faciliter l'expulsion des déboutés. La loi confirme aussi la possibilité de maintenir en rétention des mineurs.

Pire, l'Assemblée n'est même pas revenue sur une modification apportée par le Sénat, qui a eu à cœur d'aggraver, s'il en était besoin, un texte déjà infâme. Le droit du sol n'est en effet plus automatiquement reconnu aux enfants nés à Mayotte : seuls ceux dont au moins un des deux parents séjournait de manière régulière sur l'île depuis plus de trois mois avant la naissance pourront dorénavant demander la nationalité française.

Les rédacteurs de la loi ont été obligés de tenir compte de la décision du Conseil constitutionnel qui, le mois dernier, avait donné raison, au nom du principe de fraternité, aux militants de la vallée de la Roya ayant aidé des migrants. Mais ni

cette décision ni le nouveau texte n'arrêtent les poursuites engagées contre les militants.

La loi du 1^{er} août exonère ainsi de poursuites « toute personne physique ou morale lorsque l'acte reproché n'a donné lieu à aucune contrepartie directe ou indirecte » et que l'aide a été « apportée dans un but exclusivement humanitaire ». Mais c'est en invoquant les contreparties indirectes que la justice a par exemple condamné l'agriculteur Cédric Herrou, arguant qu'il avait agi de manière militante et donc avait reçu une contrepartie indirecte, en voyant son action figurer dans les médias ! Et si la retraitée Martine Landry, accusée d'avoir fait entrer illégalement deux jeunes mineurs en France l'an dernier, a bien été relaxée le 14 juillet dernier faute de preuves, le procureur d'Aix-Marseille s'est empressé de faire appel ; elle risque toujours cinq ans d'emprisonnement et 30 000 euros d'amende.

Cette loi va aggraver considérablement la vie des demandeurs d'asile et des migrants en général. Elle ne mettra un terme ni à l'arrivée de nouveaux migrants, poussés par la misère et la guerre à fuir leur pays, ni, espérons-le, à la solidarité de tous ceux que la politique xénophobe du gouvernement révolte.

Aline Urbain

La population soutient une famille expulsée

Lundi 13 Août, une famille originaire du Kosovo a été convoquée à la gendarmerie en vue d'une expulsion vers Pristina.

Installée à Angirey près de Gray, en Haute-Saône, depuis deux ans, elle a épuisé les différents recours possibles et fait l'objet d'une obligation de quitter le territoire français depuis un arrêté préfectoral du 21 juin. Le couple et ses trois enfants doivent rejoindre le centre de rétention de Metz, avant leur envol pour le Kosovo.

Face à cette situation

administrative scandaleuse, il y a les liens que le couple et leurs enfants ont tissés depuis qu'ils vivent en Haute-Saône. Ils ont été très entourés au moment de se rendre à la gendarmerie. Une cinquantaine de personnes ont tenu à être présentes à leurs côtés, pour les soutenir

Encore un exemple où la population montre sa volonté d'accueillir les migrants en défendant le droit de vivre en France, que leur refusent Macron et son gouvernement.

Correspondant LO



Distribution de nourriture aux réfugiés de la Roya.

La solidarité en butte au harcèlement

Après des mois de combat, Cédric Herrou a vu son contrôle judiciaire assoupli. Le 10 août dernier, la justice lui a rendu son passeport et l'a autorisé de nouveau à se rendre en Italie pour des raisons professionnelles.

Cependant, pendant un mois et demi, pas moins de quarante gendarmes ont occupé sa propriété pour l'empêcher de porter aide aux migrants et effrayer ceux qui pourraient venir y chercher secours.

Cet acharnement des forces de l'ordre, on le retrouve partout, de la porte de la Chapelle à Paris jusqu'à Calais. Quatre associations de Calais, Help Refugees, L'Auberge des migrants,

Utopia 56 et Refugee Infobus ont ainsi remis mardi 7 août un rapport au défenseur des droits sur les violences policières. Le texte comptabilise pas moins de 670 incidents, dont 37 violences physiques contre des bénévoles. Ces derniers ont été jetés au sol, écartés par la force des lieux de distribution, leurs portables ont été arrachés. Des militantes, lors de palpations par des policiers, ont subi des attouchements. Des

bénévoles sont suivis par la police jusqu'à leur domicile. À cela s'ajoutent des violences verbales, intimidations, menaces de détention. La police est présente au moment des distributions de nourriture, les empêche parfois, filme les militants. Du coup, de nombreux migrants renoncent à venir, alors que ces distributions sont souvent leur seul repas.

Pour autant, les militants des associations ne désarment pas et ont bien l'intention de montrer à la police qu'ils ne se laisseront pas intimider.

A.U.

Saisonniers : recherche vendangeurs

Tous les ans, pour faire les vendanges, les viticulteurs ont besoin de 300 000 travailleurs, dont la moitié en Champagne. Avec les changements météorologiques, les dates des vendanges sont avancées, et une partie des patrons du secteur se plaignent de ne pas avoir trouvé la main-d'œuvre suffisante.

Les raisons sont bien connues. Comme l'indique un article du *Figaro*, « Le travail physique, des horaires spécifiques, et des salaires ne dépassant pas le smic freinent le recrutement ». Sous le terme délicat d'horaires spécifiques, on peut par exemple citer des dérogations de l'État obtenues par le patronat dans certaines régions, pour faire travailler légalement jusqu'à 60 heures par semaine et 12 heures par jour. Par ailleurs, une partie des viticulteurs passent par des

entreprises intermédiaires embauchant des travailleurs espagnols ou d'Europe de l'Est, à des conditions encore inférieures.

À travers cette campagne hypocrite des patrons, relayée par les médias, c'est en fait leur rapacité qui

s'exprime. Mais dans cette période sensible des vendanges, à force d'en vouloir toujours plus, ils finiront par provoquer la colère de ces centaines de milliers de travailleurs, quelle que soit leur nationalité.

Charles Legoda



Gros travail, maigre salaire.



Pesticides : ça reste en plan

Malgré la mise en œuvre, à partir de 2009, des plans aux noms évocateurs Ecophyto I et II, la consommation de produits phytosanitaires a continué à augmenter en France. Entre 2014 et 2016, le nombre moyen de traitements par hectare a progressé de 12 %, après avoir enregistré une hausse de 9 % l'année précédente.

Ecophyto I avait pour ambition de réduire de 50 % l'usage de ces produits d'ici à 2018. Après l'échec de ce premier plan lancé par Sarkozy, le gouvernement Hollande, en octobre 2015, avait établi le plan Ecophyto II qui repoussait l'objectif à 2025. Cette année, un nouveau plan Ecophyto II+ a été lancé, cette fois par le gouvernement Macron.

L'usage des pesticides a continué à progresser, malgré l'amoncellement de preuves sur les conséquences néfastes de leur usage sur la nature, l'eau, de nombreuses espèces animales et bien sûr la santé humaine. Et ces méfaits ne sont pas dus uniquement à l'un des plus nocifs et des plus connus de ces produits, le Roundup de Monsanto, contenant du glyphosate. Bien sûr, des produits ayant pour objectif de détruire des insectes et des mauvaises herbes ne peuvent être sans danger.

Il est sûrement difficile pour les agriculteurs de revoir leur façon de produire, de prendre le risque de voir leur revenu baisser,

d'autant que certains sont devenus des capitalistes intégrés aux grandes sociétés.

Cependant, un des obstacles majeurs est le contrôle de l'agriculture par trois sociétés, Bayer qui vient de racheter Monsanto, Chemchino, une société chinoise, et Corteva, issu de la fusion de deux sociétés américaines, Dow Chemical et DuPont, qui se partagent quasi exclusivement le marché des pesticides et herbicides ainsi que des semences. Certains agriculteurs dépendent entièrement d'eux car ils utilisent, en plus de leurs produits, une technologie qui permet de connaître en temps réel l'état du sol et donc de recevoir des indications sur ce qui est nécessaire aux cultures pour maximiser la production.

Ces technologies de pointe et les recherches sur des molécules nouvelles ou des techniques moins gourmandes en produits phytosanitaires devraient permettre de mieux prendre en compte l'expérience acquise des agriculteurs. Elles pourraient permettre de

planifier la production et de faire des choix les plus raisonnés possible pour tenir compte à la fois de préoccupations écologiques et des nécessités de production. Dans les faits, elles sont utilisées par des groupes capitalistes uniquement pour maximiser leurs profits.

La société est otage des choix à court terme et visant uniquement le profit de ces groupes. Les tentatives gouvernementales successives montrent combien elles sont dérisoires face à ces géants et face à la réalité d'un système basé sur le profit.

Inès Rabah

Monsanto : l'empoisonneur a les moyens... de ne pas payer

Vendredi 10 août, la société Monsanto a été condamnée à verser 248 millions d'euros à un jardinier américain en phase terminale d'un cancer.

Dewayne Lee Johnson a été diagnostiqué en 2014 victime d'un cancer du système lymphatique, après avoir vaporisé du Roundup sur les terrains d'une ville de Californie entre 2012 et 2014. Il s'agit d'un herbicide à base de glyphosate, substance classée cancérigène probable pour l'homme depuis 2015 par l'Organisation mondiale de la santé.

La révélation au printemps dernier de documents internes à Monsanto a joué un rôle important dans sa condamnation. On y apprend que, dès le début des années 1980, l'entreprise avait de sérieux doutes sur son produit. Et, à la fin des années 1990, elle a commandé une étude qui, contre ses attentes, montrait que le glyphosate est un mutagène, capable de produire des aberrations chromosomiques. Ses conclusions furent alors maintenues secrètes et les études complémentaires suggérées ne seront jamais conduites. Au même moment, le glyphosate devenait le pesticide le plus utilisé dans le monde.

Suite au jugement californien, Monsanto a annoncé faire appel et déclaré que ce produit « continue à être un outil essentiel, efficace et sans danger pour les agriculteurs et autres usagers ». La société agrochimique compte bien faire traîner en longueur le procès. Bayer, la multinationale allemande qui a racheté Monsanto

en juin pour la somme de 63 milliards de dollars, a les moyens de payer des armées d'avocats, de demander des études à des cohortes d'experts, de faire manœuvrer des nuées de lobbyistes pour éviter de payer ce qu'elle doit à Dewayne Johnson et aux quelque 4 000 autres personnes qui ont engagé des poursuites du même type.

Lena Pigalli

Guerre au plastique : paix aux pollueurs

Le gouvernement entend mettre en place à partir de 2019 un système de bonus-malus pour généraliser le recyclage du plastique. Prompt à culpabiliser les consommateurs et à les faire payer, le gouvernement ne veut rien imposer aux capitalistes.

L'industrie mondiale écoule sur le marché 348 millions de tonnes de plastique, dont une part s'accumule dans l'environnement et met des dizaines, voire des centaines d'années à disparaître. Les mesures mises en place par les États, tri sélectif et interdiction des plastiques à usage unique, sont bien dérisoires face à ce phénomène en expansion.

Les industriels décident des plastiques utilisés en fonction de leurs contraintes techniques, mais surtout de leurs intérêts. Le suremballage rend leurs produits plus visibles

en rayon. Et des matières non recyclables comme les polypropylènes sont largement utilisés, notamment dans les couverts en plastique ou les pots de margarine. En dehors des bouteilles et des flacons, moins de 3 % des emballages en plastique triés sont au final recyclés. À l'autre bout de la chaîne, dans bien des

secteurs comme la construction, la collecte des déchets est jugée trop chère et donc négligée.

Se refusant à imposer des normes aux industriels, la secrétaire d'État à la Transition écologique et solidaire se contente de mesures incitatives, sous forme de bonus-malus allant jusqu'à 10 % du prix du produit,

selon que le plastique est issu du recyclage ou non. Au final, c'est le consommateur qui paiera.

La pollution au plastique reculera-t-elle ? La seule certitude est que le gouvernement ne veut surtout pas faire reculer les profits des industriels qui en sont responsables.

Alain Chevard



Turquie : la déroute de la livre, payée par la population

La fuite en avant, c'est la tactique habituelle du président turc Erdogan quand il se trouve face à des difficultés. C'est aussi celle qu'il vient de choisir pour répondre aux pressions des États-Unis, quitte à faire risquer la banqueroute à toute l'économie turque.

La crise de confiance qui secoue les marchés et qui a fait plonger la monnaie turque, la livre, de 20 % en une seule journée et de 40 % depuis le début de l'année, a pour point de départ immédiat un différend entre Erdogan et le président des États-Unis. Trump souhaitait la libération d'un pasteur américain, le pasteur Brunson, détenu en Turquie pour complicité avec le clan de Fethullah Gülen, ennemi d'Erdogan qui voit en lui l'inspirateur de la tentative de coup d'État de juillet 2016. Erdogan, lui, voudrait obtenir l'extradition de Gülen, réfugié aux États-Unis.

Pour Trump, un allié incertain

Mais le conflit a évidemment des causes plus fondamentales. Sous la direction d'Erdogan, la Turquie, bien que membre de l'OTAN, ne s'est pas montrée un allié très fiable pour les États-Unis. En Syrie, elle a longtemps continué de soutenir les djihadistes de l'organisation État islamique, même lorsque les États-Unis s'appuyaient sur les milices kurdes pour la

combattre. Pour marquer son indépendance, Erdogan s'est rapproché de la Russie, allant jusqu'à lui passer commande de matériel militaire. Erdogan est aussi souvent passé outre l'embargo américain sur les relations commerciales avec l'Iran et, maintenant que cet embargo entre de nouveau en vigueur, il affiche son intention de poursuivre ces relations, essentielles pour l'économie turque.

Ce sont autant de choses qu'un Trump ne tolère pas et qui l'incitent à vouloir montrer à Erdogan que, jusqu'à nouvel ordre, c'est encore l'impérialisme américain qui commande. Il vient de décider le doublement des taxes sur l'importation de l'acier et de l'aluminium turcs. Erdogan, en se livrant à des rododromes sur l'indépendance de la Turquie, veut montrer qu'il tient tête à Trump, mais la crise actuelle révèle sa fragilité. Il a durci le régime, intensifié la répression, fait modifier la Constitution pour renforcer son pouvoir personnel et celui de son clan, imposé pratiquement sa dictature.



Bureau de change à Istanbul.

Il a lancé une politique de grands travaux allant d'une nouvelle grande mosquée à un tunnel sous le Bosphore et à un troisième pont au-dessus du détroit, d'un nouveau grand palais présidentiel à un troisième aéroport à Istanbul. Mais tout cela a un coût et est financé par la dette extérieure. Or les emprunts auprès des banques, celles d'Europe occidentale en particulier, doivent être payés en euros ou en dollars.

Ainsi les succès de l'économie ont été construits sur le crédit, et sur la confiance des financiers dans la capacité de la Turquie à le rembourser. C'est cette confiance qui est en train de s'écrouler. Depuis des semaines les capitaux occidentaux fuient le pays, entraînant l'effondrement de la monnaie, l'accélération de l'inflation, la chute du pouvoir d'achat de la population, qui devient elle-même de moins en moins capable de rembourser ses emprunts aux banques. Les petites et moyennes entreprises, auxquelles on attribue le boom

de l'économie turque, se sont elles aussi fortement endettées en contractant des emprunts en dollars. Elles risquent d'être prises à la gorge par la chute de la livre.

La confiance s'écroule et la population paie

Alors, Erdogan peut continuer d'affirmer qu'il n'y a là qu'un vaste complot ourdi par « le lobby des taux d'intérêt » et derrière lui les ennemis de la Turquie, alliés objectifs de Fethullah Gülen et des « terroristes », terme par lequel il désigne tous ses opposants. Les médias turcs, entièrement sous la coupe de clans liés au président, répètent que l'économie va bien. Erdogan menace les États-Unis de changer ses alliances. « Ils ont le dollar, mais nous nous avons Allah », a-t-il déclaré dans un discours. Et d'appeler la population à montrer sa confiance en venant changer ses économies en or et devises pour acheter des livres turques. Mais il est peu probable que ce conseil dérisoire soit suivi, dans un

pays où l'on trouve des bureaux de change à tous les coins de rue, affichant en tête de liste les cours croissants de l'euro et du dollar et incitant ainsi les détenteurs de livres turques à s'en défaire au plus vite.

La crise, chacun en Turquie peut s'en rendre compte tous les jours en voyant l'augmentation des prix affichés dans les magasins et la pauvreté croissante. La population a depuis longtemps commencé à payer, non seulement pour le bras de fer entre Trump et Erdogan, mais pour les travaux pharaoniques, pour les aventures militaires désastreuses, pour la guerre au Kurdistan, pour la corruption et les frais d'entretien des affairistes proches du président. Elle risque de payer encore bien plus cher les exigences des banques occidentales d'être remboursées. Il n'est pas sûr qu'Erdogan puisse lui cacher encore longtemps la fragilité de son économie et celle du régime lui-même.

André Frys

Tunisie : femmes en lutte pour l'égalité

Dans un discours le 13 août, journée de la femme en Tunisie, le président Caïd Essebsi a annoncé son soutien au projet de loi établissant l'égalité en matière d'héritage. Jusqu'à ce jour en effet, la loi tunisienne s'appuyant sur le droit islamique prévoit qu'un homme hérite du double d'une femme, au même degré de parenté.

Essebsi se fonde sur le rapport de la Colibe, commission pour les libertés qu'il a mise en place il y a un an, pour prendre position sur un sujet qui est loin d'être seulement symbolique.

Si le Code du statut personnel instauré en 1956 sous Bourguiba a aboli officiellement la polygamie, remplacé la répudiation par le droit au divorce et instauré un âge minimum du mariage (15 ans, puis 18 ans), il a soigneusement évité de s'attaquer à l'héritage.

Depuis, malgré le départ forcé du dictateur Ben Ali et le recours à une nouvelle Constitution dite plus

démocratique, seules les organisations féministes et certains militants d'extrême gauche ont continué à mener, parmi d'autres combats, celui pour l'égalité femmes-hommes. Le tabou de l'héritage tient bon, au nom, prétendent ses défenseurs, en particulier au sein du parti islamiste Ennahda, du rôle de chef de foyer joué par l'homme, qui devrait de ce fait être avantagé.

Ennahda, allié du parti du président au sein du gouvernement, ainsi que d'autres courants réactionnaires ont organisé le 11 août à Tunis, à la veille du discours d'Essebsi, une manifestation contre

le projet de loi regroupant plusieurs milliers d'opposants. Mais les femmes mobilisées pour l'égalité et les partisans du projet de loi se sont rassemblés à leur tour à Tunis peu après le discours. Ils entendaient notamment protester contre l'intention

d'Essebsi de céder aux réactionnaires en ne rendant pas l'héritage égal obligatoire, en laissant ouverte la possibilité du partage traditionnel, motivé et appuyé par un huissier-notaire.

Rien n'est donc acquis pour l'égalité femmes-hommes,

dans ce domaine comme dans d'autres, en matière d'emploi et de salaire.

Et la mobilisation des femmes travailleuses et tous les hommes qui appuient ce combat est toujours aussi nécessaire.

Viviane Lafont



Argentine : le Sénat et l'Église contre les femmes

Le 8 août, le Sénat argentin a rejeté la proposition de loi autorisant le droit à l'avortement jusqu'à 14 semaines, par 38 voix contre 31 et deux abstentions. Il n'a manqué que quatre voix pour en finir avec une situation où chaque année, selon Amnesty, 500 000 Argentines avortent clandestinement et 50 y perdent la vie.

Depuis trente-cinq ans, des féministes ont lutté pour obtenir une loi légalisant l'interruption volontaire de grossesse (IVG). Mais c'est la première fois qu'une telle loi était soumise au vote du Parlement grâce à une forte mobilisation des femmes, lancée il y a trois ans contre les violences faites aux femmes et qui a débouché sur une « marée verte » de femmes portant un foulard vert pour le droit à l'avortement légal, sécurisé et gratuit.

Cette mobilisation s'est heurtée à celle, réactionnaire, de l'Église catholique, soutenue par une partie de la droite. Complice hier de la

dictature militaire, l'Église s'est mobilisée pour ne pas subir dans le pays du pape le même revers qu'en Irlande. Les femmes argentines favorables à l'IVG ne s'y sont pas trompées. Le résultat du vote du Sénat connu, elles lançaient : « Église ordure, vous êtes la dictature ».

Dès que les évêques et une partie de la droite ont réalisé l'ampleur de la mobilisation des femmes débouchant sur le vote favorable des députés, ils ont organisé des contre-manifestations arborant des foulards bleus et relayé les propos du pape François, sa comparaison de l'IVG avec les crimes nazis, par exemple.



Les riches avortent, les pauvres meurent.

Un pont de l'Église argentine, le cardinal Poli, a menacé les sénateurs favorables à l'IVG. Et, dans les provinces où dominent les courants les plus réactionnaires de l'Église, ou les sectes évangélistes sur la même ligne, les féministes ont évoqué un climat de terreur. Des sénateurs ont dénoncé le harcèlement de l'Église et même « des menaces de mort venant de personnes qui se prétendent pour la vie ».

En 2010, lorsque le

gouvernement argentin avait fait voter le mariage pour tous, l'Église s'était mobilisée, mais pas avec une telle violence. Cette année, elle espère aussi faire oublier le scandale mondial des pratiques pédophiles de ses prêtres. Le président Macri a aussi ses arrière-pensées. Ses partisans étant partagés, lui qui est anti-IVG a accepté que le débat ait lieu. Il attendait des mobilisations sur l'IVG qu'elles mettent en sourdine, pour un temps, celles qui se succèdent contre ses plans d'austérité.

L'Argentine ne rejoindra pas cette année les trop rares pays d'Amérique latine qui ont légalisé l'IVG : Cuba, le Guyana, l'Uruguay et la ville de Mexico. On en reste à la loi de 1921 n'autorisant l'avortement qu'en cas de

danger pour la santé de la femme enceinte ou en cas de viol. Les femmes des quartiers riches continueront de s'adresser à leur médecin ou avorteront à l'étranger, tandis que les femmes des quartiers pauvres continueront de prendre tous les risques. Grâce à l'Église et à tous les réactionnaires qui la soutiennent, l'honneur du fœtus est sauf, au mépris de la vie des femmes et de leurs droits!

Du moins pour le moment car, pour le mouvement des femmes, c'est partie remise. Elles ne vont pas oublier les noms des parlementaires qui ont rejeté la loi. Et cette lutte va continuer avec d'autant plus de force que ces femmes ont conscience que, dans plusieurs pays voisins, ce combat est aussi à l'ordre du jour.

Jacques Fontenoy

Gaza : sous les bombes israéliennes

Les 8 et 9 août, l'armée israélienne a mené des bombardements sur la bande de Gaza, faisant quatre morts, dont une femme enceinte de 23 ans et sa fillette de 18 mois.

Les dirigeants israéliens présentent ces actions militaires comme des réponses aux tirs de roquettes lancées depuis l'enclave palestinienne. Les porte-parole de l'armée israélienne ont déclaré n'avoir « frappé que des sites notoirement utilisés par le Hamas, pas des sites civils ».

Mais le 9 août, c'est bien un centre culturel du centre de Gaza-ville accueillant un théâtre et une bibliothèque qui a été totalement détruit par les bombes israéliennes.

Lundi 13 août, le ministre de la Défense israélien ne s'embarrassa pas de telles précautions de langage. Il affirma cyniquement que les « 169 Palestiniens morts sous les bombes israéliennes depuis début mars étaient tous des terroristes », ajoutant qu'« à Gaza il n'y a que des soutiens au terrorisme », une phrase lourde de menace.

Le Premier ministre Netanyahu a affirmé qu'il se préparait à une nouvelle guerre, déclarant : « Je ne révélerai pas nos plans opérationnels, mais ils sont prêts. » Israël sait pouvoir bénéficier du soutien

indéfectible des puissances impérialistes, certains se contentant, au mieux, d'appeler le pays à plus de retenue.

Le blocus imposé par Israël ne cesse de se renforcer et asphyxie totalement la vie économique. Dans l'enclave palestinienne, le taux de chômage dépasse officiellement les 40 %. L'UNRWA, agence de l'ONU pour la Palestine, principal employeur à Gaza,

a annoncé une vague massive de licenciements après que les États-Unis ont réduit drastiquement leurs contributions. Guerre permanente, asphyxie économique, la politique nationaliste des dirigeants israéliens ne peut que pousser au désespoir la jeunesse palestinienne de Gaza. Pourtant, celle-ci continue de relever la tête manifestant chaque vendredi contre le blocus et pour le droit au retour des Palestiniens, et c'est cette résistance qu'Israël voudrait faire taire.

Christian Chavaux



Le 11 août à Tel-Aviv manifestation contre la loi État-Nation.

Israël : manifestations contre la loi d'apartheid

Samedi 11 août, des dizaines de milliers d'Arabes israéliens se sont rassemblés à Tel-Aviv pour dénoncer la loi ségrégationniste dite loi État-Nation, faisant d'Israël un État exclusivement juif.

L'égalité censée être reconnue à tous les citoyens israéliens par la déclaration d'indépendance de 1948 était une fiction. Mais le texte voté le 19 juillet sous la pression des franges les plus extrémistes de la droite israélienne consacre et justifie les inégalités et la ségrégation dont sont victimes en Israël les Arabes, qui constituent 20 % de la population et sont considérés comme des citoyens de seconde zone. Ainsi, l'hébreu est désormais seule langue officielle d'Israël, alors qu'aucun texte législatif n'avait jusque-là établi une telle règle et que l'arabe était utilisé comme l'hébreu dans les documents administratifs. En outre, le texte permet la création de villes réservées aux seuls citoyens juifs.

Les manifestants brandissaient des pancartes en hébreu et en arabe appelant à l'égalité et à la résistance. Cette manifestation faisait suite aux rassemblements des semaines précédentes, marqués notamment par une mobilisation des membres de la communauté druze israélienne (courant minoritaire de l'islam), qui se voyaient jusqu'ici reconnaître davantage de droits que les Arabes israéliens.

L'évolution réactionnaire de la société israélienne montre brutalement à tous à quel point c'est l'ensemble des habitants d'Israël, Juifs y compris, qui ont de plus en plus à subir le poids des idées les plus rétrogrades et racistes.

C. C.

Cuba, Philippines 1898 : les États-Unis à l'assaut des colonies espagnoles

À une époque où les puissances impérialistes européennes étendaient leur influence sur tout le globe, où la France cherchait à faire creuser le canal de Panama, où les rivaux anglais, français et allemands conquéraient des comptoirs commerciaux en Chine, la bourgeoisie américaine voulait sa part du monde à exploiter.

Au cours d'une guerre contre l'Espagne, du 25 avril au 12 août 1898, l'armée et la marine américaines allaient s'imposer dans les Caraïbes et dans l'océan Pacifique.

Les classes dirigeantes américaines avaient depuis longtemps déjà montré leur appétit de conquêtes, assouvi au 19^e siècle principalement sur les cadavres des peuples amérindiens et des soldats mexicains. Après avoir conquis un immense pays des rives de l'océan Atlantique à celles du Pacifique, elles regardaient désormais au-delà des mers.

L'État au service de la bourgeoisie expansionniste

Sortie gagnante de la guerre de Sécession en 1865, la grande bourgeoisie obtenait que l'État se mette entièrement à son service et oriente définitivement sa politique en fonction de ses besoins. L'industrie américaine se développait énormément, devenant la deuxième au monde derrière celle de Grande-Bretagne, produisant marchandises et capitaux au-delà de ce que le pays pouvait absorber, bien que la population américaine ait grandi rapidement et ait atteint en 1900 le chiffre de 76 millions.

À une époque qui était déjà celle de la mondialisation capitaliste, 10% des richesses produites aux États-Unis étaient exportées, une proportion qui croissait chaque année. William McKinley, président en 1898, l'avait résumé ainsi quelques années auparavant : « Nous voulons conquérir des marchés à l'étranger pour absorber nos surplus. » Le déclin de l'Espagne coloniale allait lui en donner l'occasion.

N'ayant pu s'opposer à ce que presque toutes

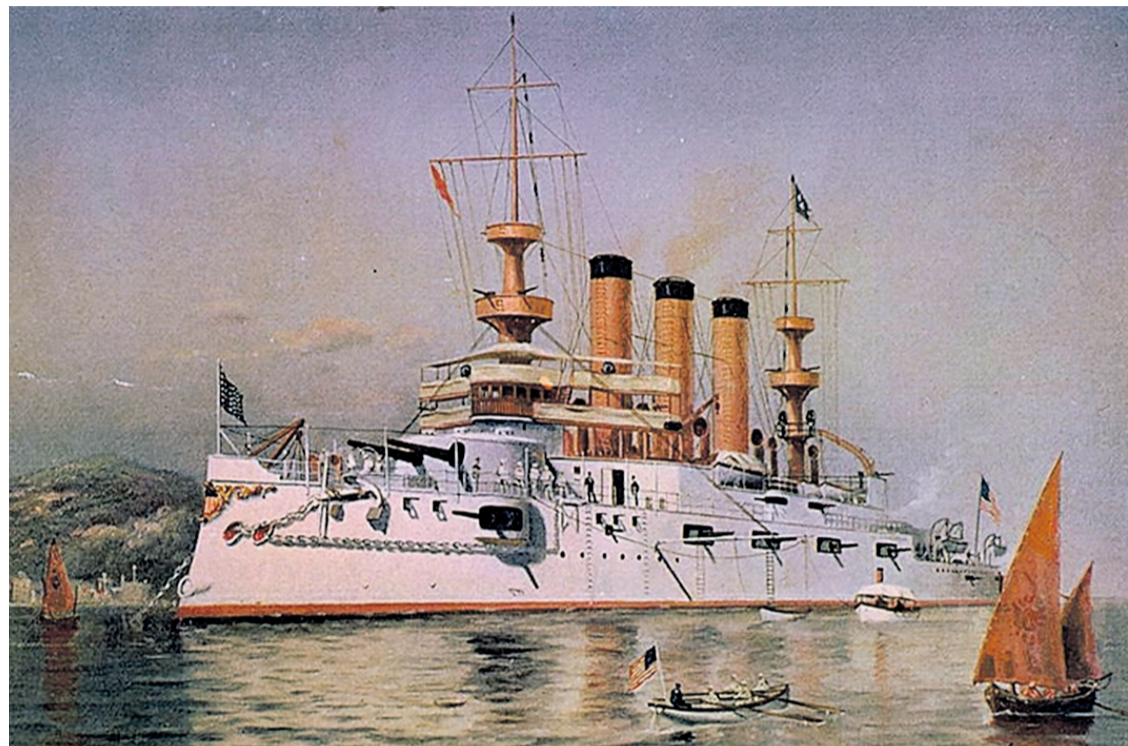
ses colonies d'Amérique centrale et du Sud lui échappent dans la première moitié du 19^e siècle, l'Espagne était confrontée depuis 1895 à une insurrection indépendantiste sur l'île de Cuba, qu'elle possédait encore. Même la terrible répression provoquant plus de 100 000 morts ne suffisait pas à dompter le peuple cubain, dont le calvaire attirait la sympathie de la population américaine.

Pour autant, il fallut une intense propagande des autorités de Washington et des journaux aux mains des capitalistes intéressés – ils se souvenaient des fortunes gagnées en fournissant les armées de la guerre de Sécession – ainsi que la mystérieuse explosion du cuirassé américain USS *Maine* dans la rade de La Havane pour que McKinley puisse entraîner son pays dans la guerre contre l'Espagne le 25 avril 1898.

Une guerre de rapine

Dans le mouvement ouvrier américain en pleine croissance, beaucoup s'opposaient à cette guerre de rapine. Contre la propagande utilisant la mort des marins américains à La Havane, ils soulignaient que les journaux s'étaient tus l'année précédente lorsque la police avait tué 19 mineurs grévistes de Pennsylvanie, en leur tirant dans le dos. Un militant du syndicat des dockers, s'adressant aux travailleurs dans un « appel du mouvement ouvrier pour la paix », écrivait : « Si la guerre éclate, vous fournirez les cadavres et les impôts, quand d'autres s'attireront la gloire et les spéculateurs les profits. »

À l'inverse, Samuel Gompers, dirigeant de la confédération syndicale AFL (American federation of labor) versée dans la collaboration de classe, avait prononcé des phrases



Le cuirassé américain USS *Maine*.

pacifistes avant le déclenchement de la guerre. Il se vanta qu'ensuite ses discours sur la guerre « juste et glorieuse » aient entraîné 250 000 syndiqués à s'engager dans l'armée.

Dans ses déclarations officielles, McKinley avait pris soin de ne pas parler d'indépendance à propos de Cuba et de ne pas considérer les rebelles cubains comme des belligérants, de façon à avoir les mains libres pour disposer comme il l'entendait des dépouilles de l'empire colonial de l'Espagne.

À Cuba, les troupes de celle-ci étaient déjà usées par la longue lutte contre les indépendantistes cubains, mais aussi par les fièvres tropicales. La marine américaine dominait les mers et cela permit à l'armée de Washington de débarquer sans problème et de vaincre facilement. Ni les rebelles armés cubains ni même leurs dirigeants ne furent admis par les généraux américains à pénétrer dans la capitale – Santiago à l'époque – pour y recevoir la reddition des Espagnols début juillet 1898.

À l'occupation espagnole succéda alors l'occupation américaine, réprimant les manifestations de Cubains qui voulaient décider de l'avenir de leur pays et les grèves pour la journée de 8 heures.

Les États-Unis mirent plusieurs années à trouver

des dirigeants cubains entièrement à leur dévotion et à faire que la population se résigne temporairement à la nouvelle situation. En 1901, ils dictèrent dans la Constitution cubaine l'amendement Platt, par lequel l'impérialisme américain imposait son droit d'intervenir de toutes les façons possibles à Cuba. En quelques années, les chemins de fer cubains, les plantations de canne à sucre et de tabac, les mines furent aux mains des capitalistes américains.

La route de l'Extrême-Orient

Dans la même période, les forces américaines s'emparèrent aussi des Philippines, une autre colonie espagnole riche de multiples ressources et idéalement située pour accéder à la Chine et à son marché.

Une fois les forces espagnoles expulsées avec l'aide des insurgés philippins, les États-Unis se tournèrent contre ceux-ci pour imposer leur domination, mobilisant 70 000 soldats, soit quatre fois le nombre nécessaire pour s'imposer à Cuba. Jusqu'en 1902, la répression fit aux Philippines au moins 200 000 morts. Un capitaine américain écrivit au pays : « Caloocan avait 17 000 habitants. Le 20^e régiment du Kansas l'a pris d'assaut et à présent Caloocan n'abrite plus aucun indigène en vie. »

L'impérialisme américain monte en puissance

C'est à des milliers de kilomètres des Caraïbes et du Pacifique oriental, et sans représentant cubain ni philippin, que fut signé le traité de Paris consacrant la défaite de l'Espagne. Les États-Unis dominaient Cuba, lui arrachaient même la base de Guantanamo, encore entre leurs mains aujourd'hui, et prenaient possession de l'île voisine de Porto Rico. L'Amérique centrale devenait leur chasse gardée.

Dans le Pacifique, les Philippines devenaient leur colonie, ainsi que l'île de Guam, et ils lorgnaient sur la Chine. Au passage, ils annexaient Hawaï et Wake, déjà entre leurs mains depuis longtemps. L'expansionnisme américain dans le Pacifique se mesurait désormais à la puissance japonaise émergente.

Cette guerre facilement gagnée contre un ennemi en plein déclin affirmait la puissance militaire américaine, basée sur une industrie et une population en pleine croissance. À l'aube du 20^e siècle l'impérialisme américain devenait un acteur majeur sur la scène mondiale, avant que de sanglants conflits mondiaux soient pour lui l'occasion de s'arroger la part du lion.

Lucien Déroit

McDonald's - Marseille : mobilisation pour défendre les emplois

Depuis le 8 août, le McDonald's Saint-Barthélemy, dans les quartiers Nord de Marseille, est fermé et occupé par ses salariés. Mobilisés contre le projet de vente de leur fast-food à un obscur franchisé, les syndicats soupçonnent l'actuel gérant de se débarrasser des 77 employés de ce McDonald's en faisant l'économie d'un plan social.

Il y a trois mois, ce gérant annonçait la cession des six fast-foods de la région marseillaise – soit 370 emplois –, qu'il détient en franchise à 50-50 avec le groupe McDonald's France. Cinq de ces magasins seraient repris par le groupe Abbassi, qui en possède d'autres dans la région et s'y comporte en patron de combat. Le sixième serait repris par un nouveau franchisé, Hali Food, qui prétend transformer le fast-food en un restaurant asiatique halal sans donner aucune information, et surtout pas sur le nombre de salariés repris.

Les syndicats et les salariés craignent de nombreux licenciements, voire la fermeture à court terme du magasin. Or ce fast-food est le deuxième employeur privé du quartier, après l'hypermarché Carrefour voisin. Sur les 77 emplois menacés, 55 sont des CDI, ce qui est rare chez McDonald's, plutôt coutumier des contrats précaires à temps partiel imposé. Soumis aux mêmes bas salaires que dans le reste du groupe, les employés de ce fast-food, dont certains sont là depuis plus de vingt ans, ont néanmoins obtenu par leurs luttes passées



Des employés occupent le fast-food.

quelques avantages dont tous les McDonald's sont loin de bénéficier, comme un 13^e mois ou la prise en charge de la mutuelle par l'employeur.

Depuis son ouverture il y a vingt-huit ans, ce restaurant, implanté au milieu de grandes cités et de voies rapides, est aussi devenu un lieu de vie pour les habitants du quartier. « Ici j'ai fêté l'anniversaire de tous les enfants du quartier », raconte une équipière qui y travaille depuis vingt-quatre ans. Une mère du quartier explique : « Quand on veut se donner un rendez-vous, c'est ici. Il n'y a rien d'autre... » Et elle s'indigne du remplacement du McDonald's par

un restaurant halal : « Je suis musulmane et je veux continuer de manger mes sandwiches au poisson à côté de ceux qui mangent des hamburgers ou du bacon. »

Les salariés d'autres McDonald's soutiennent ceux de Saint-Barthélemy, qui ont vécu une semaine éprouvante. Dimanche 5 août, vers 22 heures, une dizaine de nervis avec matraques et couteaux ont fait irruption dans le restaurant et s'en sont pris aux équipiers présents, dont deux ont dû être hospitalisés et plusieurs ont eu des jours d'arrêt de travail. Mardi 7 août, dernier jour d'activité avant la cession, le sous-directeur du fast-food,

Kamel Guemari, embauché en 1998 à l'âge de 16 ans et actuel secrétaire du CE, exaspéré par le silence de McDonald's France, a menacé de mettre fin à ses jours en s'aspergeant d'essence dans le restaurant.

Le 9 août, le TGI a suspendu provisoirement la vente, et un syndicaliste disait : « On n'est ni confiant, ni perdant, on ne lâchera rien. » Les salariés restent mobilisés et, dans une lettre ouverte au dirigeant de McDonald's France publiée le 13 août dans la presse, ils réaffirment leur détermination à préserver tous les emplois et le site de Saint-Barthélemy.

Correspondant LO



Hôpital de La Timone - Marseille :

« On n'en peut plus »

« La situation n'a rien à voir avec la canicule. C'est toute l'année comme ça. On a tenu quatre ans à un rythme effréné, mais là, avec les maladies et les congés, ce n'est plus tenable... » Voilà ce que déclarait une infirmière des Urgences en grève à l'hôpital de la Timone.

Les raisons de cette grève sont claires : la pénurie d'aides-soignantes et d'infirmières est telle que le temps d'attente est doublé, « ce qui fait monter les tensions... il y a quinze jours une aide-soignante a eu le genou fracturé dans une bagarre ».

Si la réponse de la

direction aux grévistes, appuyés par plusieurs médecins, ne sera obtenue qu'en septembre, celle-ci s'est engagée à embaucher des intérimaires et à débloquer des heures supplémentaires ; heures supplémentaires qui alourdissent encore la charge de travail.

Mais ces solutions provisoires n'empêcheront pas les personnels de continuer à enchaîner les nuits de douze heures, les trois dimanches par mois et les appels pressants de la direction pour remplacer, en urgence, un ou plusieurs absents.

Correspondant LO

SNCF : à Lyon, la direction joue à guichets fermés

Dans les deux principales gares lyonnaises, le sous-effectif aux guichets, pénible toute l'année, s'est aggravé en août. À Perrache, l'espace de vente est carrément fermé en matinée, les voyageurs devant se débrouiller avec les automates ou les applications en ligne.

À la Part-Dieu, deux postes ne sont plus tenus depuis des semaines. La direction invoque l'absence de personnel pour remplacer les cheminots pendant leurs congés, qui sont souvent refusés, ou les arrêts maladie, qui augmentent. Mais c'est elle qui organise soigneusement la pénurie. Elle multiplie les restructurations qui vident les services. Elle a fermé toutes les boutiques en ville. La dégradation des conditions de travail et le stress entraîné par les longues files d'attente provoquent la multiplication des arrêts maladies.

Alors qu'elle recourt tout au long de l'année à des travailleurs contractuels, intérimaires ou à des emplois seniors pour tenir les

postes, la direction affirme aujourd'hui avoir épuisé sa réserve de précaires pour assurer les remplacements ! Mais si elle cessait de supprimer des postes de cheminots titulaires et assurait à tous des conditions de travail et de salaire décentes, il y aurait du monde pour ouvrir tous les guichets.

En fait, les dirigeants de

la SNCF ont programmé la disparition des guichets et veulent généraliser la polyvalence des travailleurs en gare. À la déclaration de guerre contre les cheminots, s'ajoute le mépris pour les voyageurs qui ont besoin d'un interlocuteur humain pour acheter leur billet.

Correspondant LO

Où est passé Pepy ?

Le 7 août, quelque 1500 voyageurs de la ligne Cherbourg-Paris sont restés bloqués toute la nuit dans des trains à Caen, Évreux ou Lisieux. Si certains ont reçu de l'eau et des sandwiches, la plupart n'ont eu droit qu'à une couverture de survie alors que la direction de la SNCF affirmait sans rire à l'AFP « avoir pris en charge les voyageurs par taxis ou hébergement à l'hôtel ».

Les violents orages avaient fait chuter des arbres sur les voies. Mais si les arbres tombent c'est

que l'entretien des voies, qui inclut l'élagage et la coupe préventive des arbres, n'est pas assuré avec une fréquence suffisante, et ce dans le but de faire des économies.

Fin juillet, lors de l'incendie du poste électrique de la gare Montparnasse, Pepy s'était répandu dans tous les médias pour expliquer que la SNCF n'y était pour rien, que toute la faute revenait à EDF et à RTE. C'est bizarre, là il est resté muet et invisible...

X.L.



En juillet à Charleroi.

Ryanair : low cost social et patron de haut vol

Après le succès de la grève des hôtesses et stewards (PNC) de Ryanair fin juillet, celle de leurs collègues pilotes, le 9 août, a dépassé les pires pronostics de la direction de cette compagnie low cost et son patron de combat, Michael O'Leary.

Il lui a fallu annuler 400 vols : une catastrophe, au plus fort de la saison touristique. Et d'abord en termes d'image commerciale, pour une compagnie qui a réussi à se tailler une place au soleil en quelques années, en attirant une clientèle qui n'avait pas les moyens de voyager sur des

compagnies traditionnelles, plus chères.

Un progrès ? Mais à quel coût ! Car si Ryanair se targue de mettre le ciel à portée de toutes les bourses, ou presque, et si de nombreuses personnes ont ainsi pu découvrir d'autres pays, il n'y a pas que les prix qui y sont serrés. Il y a l'espace

pour les jambes, réduit pour mettre plus de rangées de sièges par cabine, donc vendre plus de places. Ou les valises, qu'il vaut d'ailleurs mieux ne pas emporter sous peine d'un gros surcoût, les repas et boissons à bord dont il faut se passer (ou payer en sus).

Jamais à court d'idées, Ryanair ou ses concurrents du transport aérien à bas prix ont pu vouloir faire voyager debout (ce qui est interdit pour des raisons de sécurité), rendre payant l'accès aux toilettes

à bord, après avoir même voulu les supprimer sur les court-courriers.

C'est en matière de conditions de travail et de rémunération qu'O'Leary fait le plus dans le low cost. À son profit, bien sûr. Par exemple, ses PNC, hôtesses et stewards, doivent payer leur uniforme ; être disponibles en permanence ; loger près de leur base (ce peut-être dans les bungalows d'un camping, comme près de Marignane) ; effectuer des rotations de vols épuisantes, car plus nombreuses que dans les compagnies dites normales ; sans avoir nulle part où se reposer décemment à bord, même sur de longs vols ; avec des temps d'immobilisation minutés entre deux vols, sans pouvoir souffler ; avec l'obligation de tenir des objectifs de vente de boissons, de repas, de produits hors taxe aux passagers, sans quoi les salaires n'atteindraient pas le smic. Sans oublier ce que veulent faire disparaître les grévistes : le fait d'être soumis à des contrats de travail de droit irlandais, parmi les plus défavorables aux salariés en Europe, et cela quel que soit le lieu où l'on réside et travaille.

Cela, les médias l'ont évoqué lors de ces deux grèves, en le présentant comme spécifique à Ryanair ou à son patron « qui en fait un peu trop ». Mais, s'il est un franc-tireur patronal qui s'autorise tous les coups, il est aussi un poisson-pilote

pour ses pairs. En tout cas, ses recettes font aussi des envieux dans la profession.

Il n'y a pas si longtemps, une vidéo circulait qui montrait le PDG d'Air France pérorant devant ses pairs sur le travail des enfants. Et, très concrètement, la direction d'Air France agite ainsi depuis des années le spectre des low cost pour imposer des reculs à ses salariés, par exemple au personnel de cabine, qu'Air France cherche à réduire au minimum, auquel elle veut imposer plus de rotations, moins de temps de repos, ou des salaires amputés dans ses filiales Joon et Transavia.

Les grandes compagnies visent aussi (dans tous les sens du terme) les passagers les moins fortunés, qu'elles disputent aux Ryanair et autres en tirant leurs prix vers le bas, avec des vols sans bagage ou avec un supplément qui frise parfois la moitié du coût du billet, sans boissons, etc.

D'ici à ce que O'Leary les attaque pour contrefaçon, il n'y a pas loin. En attendant, ce monsieur refuse les indemnités que Ryanair doit, outre le remboursement de leur billet, aux 55 000 passagers qu'il a laissés sur le tarmac le 9 août.

Exploiter les salariés, gruger les passagers consommateurs, jouer avec les lois sociales : à Ryanair ou ailleurs, les capitalistes savent y faire pour assurer leurs profits.

Pierre Laffitte

Air France-KLM : augmentation des salaires !

Les pilotes d'Air France ont annoncé qu'ils envisageaient de faire grève, à la rentrée, si la direction ne cédait rien d'ici là sur les salaires. Leurs camarades de KLM, compagnie néerlandaise associée à Air France au sein d'un même groupe, viennent de faire la même chose.

Et c'est tant mieux ! Comme chez Ryanair, où les personnels navigants, de cabine et cockpit, se trouvent toutes nationalités confondues et dans différents pays à faire grève en même temps contre un même patron et pour de mêmes

revendications, l'annonce d'une grève commune aux pilotes des compagnies jumelles Air France-KLM a de quoi réjouir.

Sauf, bien sûr, leur futur patron commun. Certes, depuis que le précédent a dû démissionner, sanction d'un

référéndum parmi le personnel alors qu'il refusait d'augmenter de 6% tous les salaires après des années de blocage, le conseil d'administration de la compagnie n'a pas encore tout à fait décidé qui prendra la tête d'Air France.

Mais l'on sait qu'il s'agira d'un directeur-général, tandis que sera créé un poste de président non

exécutif. On sait aussi que les actionnaires d'Air France-KLM sont prêts à multiplier par trois ou quatre le salaire annuel du futur patron. Ils lui offrent 2,5 millions d'euros.

Selon les spécialistes des salaires de haut vol, c'est un minimum pour un patron d'une entreprise de la taille d'Air France-KLM. D'ailleurs, les PDG de British

Airways et de Lufthansa touchent entre 4 et 8 millions d'euros par an.

En tout cas, même pour ne gagner « que » 2,5 millions, dans les ateliers et les hangars de la Maintenance d'Air France à Roissy ou Orly, il faudrait qu'un ouvrier ou un technicien travaille... cent ans.

C'est fou !

Correspondant LO

Port de Mayotte : les travailleurs inquiets

Fin juillet, un porte-conteneurs n'a pas pu accoster au port de Longoni. Après plusieurs jours d'attente, il a levé l'ancre sans décharger. 600 conteneurs seraient concernés. Il y aurait notamment 43 conteneurs frigorifiques, dont 15 urgents avec des denrées périssables, 20 tonnes de médicaments et 13 conteneurs de farine.

À l'origine du conflit, une querelle, qui dure depuis des années, entre Smart et MCG, le délégataire du

service public pour la gestion du port depuis 2013, deux opérateurs de la manutention, le conseil départemental, propriétaire du site, et des transporteurs comme la CMA-CGM.

Ce qui se trame en coulisses entre les élus et ces capitalistes avides tourne sans aucun doute autour de qui aura la mainmise sur les profits générés par ces installations publiques.

Dans la guerre qu'ils se livrent pour décrocher le gros lot, ces irresponsables

mettent en danger la population sans aucun scrupule. En outre, l'incertitude et la division qu'ils tentent de susciter entre les travailleurs des deux entreprises sont un poison mortel.

Les travailleurs doivent absolument en tirer la leçon : leurs seuls ennemis sont les patrons ! Travailleurs et population ont à défendre leurs droits, ensemble, contre les dangers de l'anarchie capitaliste.

Correspondant LO

Assis sur un tas d'or

C'est le journal économique *Les Échos* qui l'écrit, en soulignant que, pendant le deuxième trimestre, Air France a fait des bénéfices supérieurs aux attentes, malgré une perte de 335 millions d'euros due aux grèves.

Alors, pour en finir avec le blocage des

salaires, il faudra que les prochaines grèves menacent de lui en faire perdre beaucoup plus. Et pour ça, il va falloir qu'on s'y mette tous.

Extrait du bulletin
Lutte ouvrière
Air France
Orly Nord-Villeneuve

OpenHydro - Cherbourg : une turbo fermeture

À Cherbourg, l'usine OpenHydro a fermé, six semaines seulement après son inauguration. Le motif invoqué pour la fermeture est l'absence de marché et le désengagement de l'État.

Les hydroliennes marines sont des turbines immergées en mer, capables de transformer en énergie électrique le mouvement de l'eau. L'idée est belle. L'énergie marine est renouvelable, constante et prévisible (contrairement au vent). De l'idée à la pratique, il y a encore beaucoup d'études, de prototypes, d'essais en mer à réaliser, et donc de dépenses, sans certitude absolue de réussite.

C'est là que l'État intervient. Aux USA, au Canada, au Japon, en Grande-Bretagne, le concept a intéressé un peu partout de petites

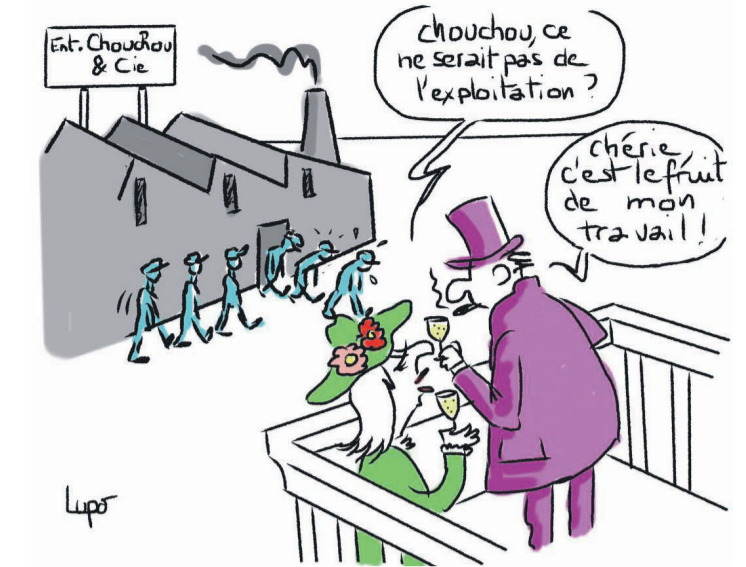
entreprises, avec derrière elles de grands groupes à l'affût de profits futurs et le soutien de fonds publics.

En France, à coups de « filière d'avenir » et de « plan AMI » (appel à manifestation d'intérêt, c'est joliment dit), l'État a fait savoir qu'il était prêt à banquer. L'aventure OpenHydro est une des tentatives qui en sont nées. Petite société irlandaise de 100 salariés spécialisée dans l'hydrolien, OpenHydro a été racheté en 2013 par la DCNS, aujourd'hui NavalGroup, société de droit privée héritière des arsenaux militaires, contrôlée à 62% par

l'État et à 35% par Thales, dans lequel l'État est encore présent à 25%. NavalGroup a mis OpenHydro dans une sous-société, Naval Energies, où est entré BPI France, bras financier de l'État pour apporter du capital à des PME innovantes... ce qui n'est pas précisément le cas de NavalGroup.

L'usine de Cherbourg est louée à la Shema, société d'économie mixte régionale, pour les trois quarts à capitaux publics, qui « assure le relais là où l'entreprise privée ne se risquerait pas », ainsi que l'indique son site Internet. La Shema a sorti 50 millions pour construire cette usine conforme aux besoins d'OpenHydro.

Autant dire que l'argent public a coulé à flots. Seulement voilà, le marché s'est



retourné avant même d'avoir pris. En deux ans, le prix du kWh éolien ou solaire, lui-même très subventionné, a beaucoup baissé, suffisamment pour tuer dans l'œuf et pour longtemps la rentabilité des hydroliennes. Depuis, c'est partout la débâcle et l'État français est resté quasiment seul, avec un projet de huit hydroliennes, qu'il n'a toujours pas confirmé. Voilà pourquoi Naval Energies a annoncé le 26 juillet la

fermeture de l'usine OpenHydro, inaugurée le 15 juin précédent!

On voit là comment l'État sert les capitalistes: il prend les risques à leur place tant que les profits ne sont pas assurés, avant de leur céder le contrôle. Dans le cas présent, il a peut-être choisi d'arrêter les frais sans se préoccuper de la recherche dans la production d'énergie ou de la vie des salariés concernés.

Pierre Lemaire

Taxis G7 : victoire d'un ancien chauffeur

À Paris, sur environ 20 000 taxis, 8 000 dépendent de la société G7 qui leur fournit le système radio mettant en contact les chauffeurs avec les clients. En échange de ce système radio, la société prélève une redevance.

C'est en fait une façon d'exploiter le travail de milliers de chauffeurs de taxi, sans s'embarasser des droits qu'implique un contrat de travail salarié.

Ainsi, un ancien chauffeur de taxi, Mohammed Bahtiti, qui travaillait avec G7 de 1999 à 2004, se serait vu retirer son système radio, et donc sa clientèle, sans

préavis ni indemnité après avoir contesté le mode de location du système radio.

Après quatorze années de procédures aux Prud'hommes et en justice, l'arrêt de la cour d'appel de Versailles vient de reconnaître qu'il s'agissait en fait d'un contrat de travail. G7 est condamné à verser environ 77 850 euros de rappel de salaire et indemnité

à son ancien chauffeur de taxi.

C'est une première victoire qui pourrait en appeler d'autres. Des chauffeurs de taxi s'organisent pour réclamer leur dû. Pour décourager de nouvelles requalifications de contrats, G7 a annoncé qu'il voulait réclamer à l'ex-chauffeur le chiffre d'affaires réalisé par le taxi à l'époque, en

contrepartie du statut de salarié.

Après les luttes des VTC, des Deliveroo et autres travailleurs uberisés, pour faire valoir leurs droits, les chauffeurs de taxi ont bien raison d'exiger leur dû face à des groupes capitalistes qui utilisent le statut d'indépendant pour surexploiter les travailleurs.

Charles Legoda

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal août 2018.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, merci de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66% de ce don et dans la limite de 20% du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme

tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Pour les malvoyants
www.lutte-ouvriere-audio.org

Italie : une catastrophe et un avertissement



L'effondrement d'un pont autoroutier, le 14 août, au-dessus de la ville italienne de Gênes a fait plusieurs dizaines de victimes, soulevé l'indignation et posé bien des questions. Comment peut-on laisser un pont où passent 25 millions de véhicules par an se dégrader à ce point ? Les autres ponts qui franchissent les vallées de Gênes sont-ils dans le même état ? Et dans le reste du pays. Et dans les pays comparables ?

Inauguré triomphalement en 1967 car il désenorgeait Gênes, le pont était connu pour ses défauts de structure. Il y a deux ans encore, un expert en ingénierie du béton armé avait averti qu'il faudrait démolir ce viaduc et le remplacer. La société privée qui en a la gestion, Autostrade per l'Italia, a pour actionnaire principal le trust Benetton. Elle avait fini par lancer récemment un appel d'offres en vue de travaux de réfection, mais le moins qu'on puisse dire est qu'elle ne s'était pas pressée et cela n'a pas empêché ses responsables, peu

après l'accident, de déclarer avoir fait tous les entretiens et contrôles de sécurité nécessaires et, en somme, n'avoir rien à se reprocher.

L'empire Benetton, un des principaux groupes financiers de la péninsule, ne gère pas les autoroutes pour le plaisir mais bien évidemment pour en tirer des profits. Entretenir sérieusement le pont ou le changer impliquait d'interrompre la circulation et donc la pompe à finances. Ne pas dire cela et accuser les économies imposées par l'Union européenne comme le fait le ministre de l'intérieur Salvini,

c'est, aujourd'hui, protéger les intérêts du groupe financier et dédouaner ses homologues italiens.

Les pouvoirs publics, les décideurs à tous les échelons de la municipalité à l'État central, et sur plusieurs dizaines d'années, étaient les destinataires des différents avertissements. Ils sont chargés, comme dans tous les pays, du contrôle des installations publiques, de la sécurité de la population. Et, comme dans tous les pays, de l'Allemagne à la France en passant par les États-Unis, ils ont consacré l'argent public à faire des cadeaux aux capitalistes plutôt qu'à l'intérêt général.

L'effondrement du pont de Gênes illustre l'état du monde capitaliste : le parasitisme monstrueux de quelques groupes financiers aidés par l'État se nourrit d'une dégradation sociale allant jusqu'à la catastrophe.

Paul Galois

Aquarius : l'odieux marchandage des gouvernements européens

Il a donc fallu cinq jours et un marchandage honteux pour qu'un port européen daigne accueillir le bateau humanitaire Aquarius, avec à son bord 141 migrants secourus au large des côtes libyennes. Malte l'a finalement autorisé, à condition que ses occupants ainsi que les 114 autres migrants récupérés par les gardes-côtes maltais soient répartis dans d'autres pays européens, la France, l'Allemagne, le Luxembourg, le Portugal et l'Espagne.

Alors que l'*Aquarius* transportait à son bord 73 mineurs, de nombreux blessés et malades nécessitant des soins à terre, les gouvernements ont reproduit l'attitude de juin dernier. L'*Aquarius* avait en effet déjà passé neuf jours en mer avant de pouvoir débarquer plus de 600 rescapés en Espagne, suite au refus des gouvernements italien, maltais et français.

Après Malte, l'Italie et l'Espagne, le gouvernement français avait refusé lundi 13 août l'accostage du navire, alors que la Corse et le directeur du port de Sète avaient donné leur accord.

Mais, dans l'odieux, la Grande-Bretagne s'est aussi distinguée. L'*Aquarius* est immatriculé à Gibraltar, territoire britannique. Non seulement il n'était pas question d'y accueillir le navire, mais Gibraltar a annoncé qu'il allait lui retirer son pavillon, sous prétexte qu'il est enregistré, depuis 2009, comme « navire de recherche, alors qu'il est utilisé à des fins de secours en mer ». Gibraltar, un des paradis fiscaux britanniques,

fournit un pavillon de complaisance aux armateurs et trafiquants en tout genre désirant échapper au fisc et à la réglementation du travail. Mais il veut le retirer à celui qui, déshonorant sans doute les valeurs du capitalisme, sauve de la noyade des centaines de migrants.

De dix bateaux humanitaires qui venaient au secours des réfugiés en Méditerranée il y a encore quelques années, il n'en reste plus que deux en circulation, eux-mêmes soumis aux menaces et pressions de plus en plus fortes. Ainsi Malte bloque depuis plusieurs semaines trois autres bateaux d'ONG, sous prétexte de vérification administrative. Et il est d'ailleurs à craindre qu'il fasse de même pour l'*Aquarius*, avec la complicité des autres gouvernements.

La Méditerranée, qui reliait depuis l'Antiquité les hommes et les peuples d'Europe, d'Afrique et d'Orient, est aujourd'hui transformée en cimetière par le capitalisme pourrissant. Depuis 2014, l'Office international pour les migrations (OIM) recense 17 000 morts en Méditerranée, de loin la route la plus meurtrière du monde. Seul un corps sur trois est repêché, sans être forcément identifié, et des milliers de tombes anonymes poussent sur les rivages de la Méditerranée.

Les actuels naufragés de l'*Aquarius* viennent de Somalie et d'Erythrée, une région dont le sous-sol regorge d'or, de potasse, de zinc, ce qui a valu à leurs peuples colonialisme, dictature et guerres sans fin.

Non content d'infliger la barbarie quotidienne à ces peuples, les dirigeants des prétendues démocraties capitalistes repoussent vers la mer ceux qui, au péril de leur vie, ont franchi barrières et dangers.

Nul doute que ce qu'ils infligent à d'autres, ils sont prêts à l'infliger à leur propre peuple.

Christian Bernac

Les militants de Lutte ouvrière à votre rencontre

Le gouvernement et les ministres sont en vacances mais les travailleurs continuent de subir les conséquences de leur politique et des attaques patronales : bas salaires, précarité, augmentation de la charge de travail...

Le capitalisme en crise ne cesse d'engendrer de nouveaux ravages : guerres économiques, guerres en

Afrique et au Moyen-Orient... Pour changer cette société qui court à la catastrophe, pour sauver leur peau, les travailleurs ont besoin d'un programme de combat.

C'est pour discuter de tout cela que les militants de Lutte ouvrière viennent dans votre ville.

Perpignan/ Montpellier

Jeudi 16 août : Narbonne
Vendredi 17 août : Béziers
Samedi 18 août : Perpignan

Provence

Jeudi 16 août :
Aix-en-Provence
Vendredi 17 août :
Vitrolles/Marseille
Samedi 18 août : Arles

Bretagne

Lundi 20 août :
Concarneau
Mardi 21 août : Quimper
Mercredi 22 août : Brest
Jeudi 23 août : Lanester
Vendredi 24 août : Vannes

Samedi 25 août : Lorient

Côte Atlantique/ Pays-de-Loire

Lundi 20 août : La Rochelle
Mardi 21 août : Rochefort
Mercredi 22 août : Niort
Jeudi 23 août :
La Roche-sur-Yon
Vendredi 24 août : Nantes
Samedi 25 août : Cholet

Poitou - Charente

Lundi 20 août : Angoulême
Mardi 21 août : Cognac
Mercredi 22 août : Saintes
Jeudi 23 août : Poitiers
Vendredi 24 août :
Châtelleraut
Samedi 25 août : Blois

Pyréénées

Lundi 20 août :
Saint-Jean-de-Luz
Mardi 21 août : Biarritz
Mercredi 22 août : Bayonne
Jeudi 23 août : Tarbes
Vendredi 24 août : Pau
Samedi 25 août : Auch

Savoie/Ain

Lundi 20 août : Annecy
Mardi 21 août : Albertville
Mercredi 22 août :
Chambéry
Jeudi 23 août : Oyonnax
Vendredi 24 août :
Villefranche-sur-Saône
Samedi 25 août :
Bourg-en-Bresse

Lorraine

Lundi 20 août : Nancy
Mardi 21 août : Forbach
Mercredi 22 août :
Sarreguemines
Jeudi 23 août : Metz
Vendredi 24 août :
Saint-Avold
Samedi 25 août :
Thionville/Longwy

Champagne-Sud

Lundi 20 août : Troyes
Mardi 21 août : Bar-le-Duc
Mercredi 22 août :
Chaumont
Jeudi 23 août :
Vitry-le-François
Vendredi 24 août : Nantes
Samedi 25 août : Cholet